



ELSEVIER



www.elsevier.com/locate/natsci

ARTICLE

La fin des villes, la durée des quartiers [☆]

Town life comes to an end, community life lives on

Jean-Marie Marconot

Sociolinguiste, anthropologue, CNRS, Université de la Méditerranée, Faculté de médecine, UMR 6578, 27 bd Jean Moulin, 13385 Marseille cedex 5, France

Reçu le 27 novembre 2002 ; accepté le 5 juin 2003

MOTS CLÉS

Quartier ;
Ville ;
Durée

KEYWORDS

Neighbourhood;
Town;
Sustained

Résumé Les villes, trop grosses, ne sont plus des villes. Elles ont perdu leurs remparts, elles perdent encore leurs limites. Les nouveaux quartiers ne participent plus à l'entité fondatrice, le sentiment d'unité et d'appartenance s'affaiblit. La vie quotidienne y est malaisée, et l'activité économique devient incompatible avec la fonction résidentielle. Longtemps étouffés, les quartiers reviennent à l'attention publique, par nostalgie ou par utopie. À travers eux, c'est le fait et le besoin d'un « groupe humain », local et durable, qui se font sentir. Nourri de lectures et de réflexions théoriques, cet article résume surtout 25 années d'études de terrain dans la ville de Nîmes et sa région.

© 2003 Éditions scientifiques et médicales Elsevier SAS. Tous droits réservés.

Abstract Town life comes to an end, community life lives on. In their expansion, towns cease to be towns. Just like they lost their ramparts in the old days, nowadays they are losing their frontiers, and the new neighbourhoods are no longer part of the founding entity. A certain feeling of unity and character is disappearing. Towns are suffering from dispersion but also from concentration, making day-to-day life, and also the balance of both economic and residential functions difficult. Long stifled, neighbourhoods are now coming back into the public eye, at least with nostalgia, like utopia. In the concept of neighbourhoods, it is doubtless the fact and need of a local and sustained « human group » which is being expressed. This article is the result of reading and theoretical reflection, but above all it sums up 25 years of field work in the town of Nîmes and its surroundings.

© 2003 Éditions scientifiques et médicales Elsevier SAS. Tous droits réservés.

Cette étude repose sur l'opposition entre ville et quartiers, niveaux différents de l'existence urbaine. Elle révèle la vie des quartiers, mais aussi leur manque de statut. Dans la Loi, ils n'existent pas. Depuis 1789, les corps intermédiaires ont été niés au profit des grandes unités où les électeurs sont pris isolément, comme individus. Les différen-

ces ultérieures sont d'ordre pratique ; l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) appelle villes les communes de plus de 2 000 habitants ; d'autres pays ont mis la barre à 5 000. Pour les dotations globales, il est important d'atteindre 100 000. De grandeur en grandeur, la France n'a qu'une seule ville, Paris, à qui on adjoint parfois Lyon et Marseille.

Pour l'administration, la ville est un grand ensemble, avec des citoyens usagers anonymes, un public ; les quartiers n'ont qu'un droit coutumier. Pourtant, ce sont des entités réelles, avec leur

[☆] Un premier exposé oral sur ce thème a été donné aux Journées de la Société d'Écologie Humaine, « Analyse des quartiers et développement durable », à Marseille, le 29 novembre 2001.

Adresse e-mail : marconot@wanadoo.fr (J.-M. Marconot).

En posant la question des formes sociales et physiques qui durent dans une ville méditerranéenne, ce texte ne ressemble guère aux analyses actuelles qui tentent de donner un contenu scientifique à l'expression combien médiatique de « ville durable ». Et pourtant, le retour aux données fondamentales de ce qui fait la ville de Nîmes, sur la longue durée, privilégiant les conditions du « bien vivre ensemble », le quartier et son avenir, ne fournit-il pas ces clés initiales indispensables pour engager sérieusement une politique urbaine de développement durable ? - *La Rédaction*

tradition et leur culture, leurs groupes et leur expression. Les habitants se connaissent entre eux, ils ont des représentants, notables et figures. Le malaise urbain serait atténué si les quartiers avaient statut et budget, un pouvoir réel. Dans cette étude, nous esquissons l'histoire de ces quartiers, si importants autrefois, et les incohérences du découpage dans la gestion actuelle ; nous insistons sur le renouveau que représentent les comités et nous réfléchissons sur le lien entre le fait familial et le site social ; dans un dernier point, nous posons la question de l'avenir.

Histoire des quartiers

Emboîtés l'un dans l'autre, sur le même sol, une ville et ses quartiers ne vivent pas au même rythme ; leur symbiose est mal synchronisée. Les villes apparaissent à un moment précis de l'histoire agricole, quand les produits de la terre sont assez abondants pour nourrir un surplus de population ; les citadins s'enferment dans leurs remparts, fragiles parfois : ceux de Jéricho, la première ville repérée, sont devenus célèbres (Bairoch, 1985). Mais ces remparts ne serviraient à rien, sans les réserves de blé. Pour définir une ville, il faut les deux éléments : greniers agricoles et murailles. L'intention première était communautaire : forteresses de sauvegarde, les cités avaient une fonction utile pour leur campagne environnante. Mais peu à peu la fonction « refuge » cède à celle du « pouvoir », cumul des fonctions commerciales, administratives et culturelles sur un seul lieu. Le premier plan de Rome est tracé au sol avec le soc de la charrue : mais la forme dessinée n'est plus celle des sillons pour les semailles. C'est un plan volontaire, pour une autre finalité. En devenant urbain, le sol subit l'inflation des prix, la spéculation sur le foncier, rivalité pour conquérir le lieu central.

Entre ville grecque et ville latine, l'opposition est sensible. La *polis* grecque désigne la ville dans ses murs, la citadelle – acropole ; la *civitas* latine désigne d'abord la communauté. Il est bon de maintenir les deux points de vue, le citadin est d'abord un citoyen, dans une communauté plus large, mais ayant besoin de se donner un rempart, une limite protectrice. Pour déterminer la taille d'une cité,

les philosophes grecs donnaient une définition naïve : « il est indispensable que les citoyens se connaissent entre eux » (Bairoch, 1985). C'est aussi un idéal d'échanges permanents, entre ville et campagne. Dans *La guerre du Péloponnèse*, Thucydide rapporte qu'à Sparte « il n'y a pas d'agglomération centrale, parce que les sanctuaires et les monuments sont modestes, parce que, comme c'était le cas autrefois dans toute la Grèce, les Lacédémoniens vivent disséminés en bourgades »¹. Nos villes aujourd'hui doivent d'abord harmoniser leur disparité : quartiers anciens – faubourgs – périphérie. Le centre-ville bénéficie d'arrêts de sauvegarde, mais étouffe ; les autres lieux sont peu équipés, et leurs habitants sont constamment en voiture. Pour tous, le cadre de vie se détériore. L'opposition ville-campagne s'est compliquée avec les banlieues et lotissements. Dans le désordre des constructions, les limites de la ville ne sont plus visibles ; agglomération et campagne se mêlent. La cité tentaculaire a éclaté de l'intérieur ; ses quartiers disloqués ou dilués sont de plus en plus inquiets de leur devenir.

Le pacte urbain aujourd'hui doit s'adjoindre un pacte rural. Une même écologie doit préserver la qualité de l'eau à boire et neutraliser les eaux de ruissellement, qui menacent les zones trop urbanisées (Dourlens et Vidal-Naquet, 1992). Un environnement rural élémentaire est offert aux citadins dans les jardins : jardins botaniques, pour le délassement et la culture ; jardins publics proprement dits, pour la promenade et le repos ; jardins ouvriers, où le sol loué à bas prix permet activité et rapport intéressant. Les jardins en garrigue, avec les oliviers pour l'huile, fournissaient jusqu'à un quart du budget familial nimois, au siècle dernier (Marconot, 2000), et dans une commune industrielle de la Meuse, en 1986, le bricolage et le jardin autour du pavillon représentaient un treizième mois pour la famille ouvrière (Pinçon, 1986). En ville, les jardins ouvriers ont aussi une finalité sociale : arracher l'ouvrier au cabaret et à la ré-

¹ Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, Livre II, trad. J. de Romilly, éd. Les Belles Lettres, 1991.

volte, réhabiter les précaires aux formes de vie les plus simples².

À quel moment peut-on repérer l'existence des quartiers ? La première organisation des tâches a été celle entre hommes et femmes, et les clans et familles sont le modèle ancestral : ils ont leur place, leur quartier, dans le village ; ils ont leur symbolisme et leur tradition. Dans la Bible par exemple, le mot « race » ne signifie pas la race au sens actuel, mais la « famille »³ : un « clan » à familles intégrées, comme le vivent encore les Hmong réfugiés à Nîmes, est presque l'équivalent d'un quartier (Gauthier, 1999). Le chapitre que G. Balandier (1967) consacre à « Parenté et Pouvoir », à partir d'exemples africains, confirme l'interférence du clan et du pouvoir local ; il cite l'essayiste camerounais, Mongo Beti, décrivant « le caractère dynamique du clan, la continuelle formation de patrilignages qui aspirent à l'indépendance, puis au statut d'unité clanique sous la conduite d'hommes entreprenants. Ceux-ci recourent à une procédure éprouvée consistant à se créer un entourage de parents et de dépendants, puis à provoquer une sécession qui est définitivement reconnue lorsque le groupe séparé reçoit un nom distinctif – celui de son fondateur ».

Au plan local, aujourd'hui, dans le droit coutumier qui régit les quartiers, la formation de chefferies avec des « groupes de parents et dépendants » se fait encore. À coup d'emplois attribués par privilège discret dans la fonction territoriale, où les employés communaux représentent 9 % des actifs dans une ville comme Nîmes, grâce à des postes précaires gérés par les associations et le secteur privé, un homme astucieux finit par obtenir un pouvoir local, une chefferie incontournable pour les élections. Présidents et présidentes des comités de quartier deviennent des chefs de clan, avec lesquels il faut composer. Les familles ne sont pas toujours mono-nucléaires ; beaucoup sont groupées localement. L'étude sur la cité de St-Gilles révèle que 58 % des personnes ont au moins une famille parente dans le voisinage, et 35 % en ont au moins

deux. Avec les moyens de locomotion, c'est une nouvelle forme de clan qui se reconstitue, spécialement dans les milieux migrants : groupes venus successivement des Cévennes, des pays latins, puis du Maghreb. La question « combien de personnes vous connaissez ou fréquentez ? » montre très régulièrement que la vie de voisinage est pratiquée par 60 % de la population, même si elle est plus intense dans un milieu protégé, comme chez les 20 000 habitants de la garrigue (Marconot, 1997) ; de même Créoles, Maghrébins ou Asiatiques vivent plus groupés que les populations urbanisées depuis longtemps. D'autres facteurs, religieux surtout, ont créé des regroupements locaux : depuis les guerres de religions, catholiques et protestants nîmois ont leurs lieux privilégiés, voire leurs institutions ; le quartier Richelieu n'a qu'une vingtaine de familles protestantes, alors qu'elles sont très nombreuses au quartier de la Fontaine, auprès de la maison de santé protestante, et non loin du cimetière protestant route d'Alès. Comme ils ont émigré venant de l'est, les catholiques se font enterrer dans la même direction.

Comme on peut le voir dans les livres de Jérôme Carcopino et de Robert Etienne (Carcopino, 1939 ; Etienne, 1966), les quartiers sont une institution importante à Rome et à Pompéi. Ces sociétés urbaines sont fédérales. Rome partage son million d'habitants en 14 régions, puis en 165 quartiers, les *vici*⁴, où nous reconnaissons notre chemin « vicinal » : le terme désigne aussi le hameau, le groupe de maisons. Pour les Romains, la région urbaine n'avait pas de frontière fixe, elle pouvait accueillir des populations nouvelles, c'est une « création perpétuelle ». On pouvait construire jusqu'à un éloignement d'un *mille* romain, soit 1,5 km – c'était déjà la pratique de la banlieue. Quant aux *vici*, ce sont « des quartiers déterminés par les rues qui les circonscrivaient à l'intérieur des 14 régions, et doté, depuis Auguste, d'une administration spéciale, sous l'autorité de leurs maires *Vicimagistri*, et la tutelle des Lares des carrefours » (Carcopino, *op. cit.*). Cicéron notait l'acharnement local des gens de Pompéi pour les enjeux municipaux : il est plus difficile de devenir conseiller municipal à Pompéi que consul à Rome.

Cette reconnaissance de l'entité « quartier », comme unité de base de la vie urbaine a continué longtemps. Avec quelques milliers d'habitants, la ville de Mende, au Moyen Âge était divisée en cinq pans ou quartiers. Celui des chanoines (Buffière, 1985) était séparé du reste de la ville ; ailleurs,

² Sur les trois types de jardin, cf. *Le journal du CNRS*, avril 2001. Le maset nîmois est typique : avant l'appropriation pour l'habitat résidentiel, les 2 000 hectares de garrigue proche étaient un immense jardin ouvrier. Ces jardins ont été appelés « jardins familiaux » au temps de Pétain. Le département du Gard subventionne une expérience de réinsertion sociale, RMI, par les jardins. La commune de Nîmes, avec ses 16 000 hectares, reste rurale, elle compte des agriculteurs et ouvriers agricoles. Dans une petite ville, l'osmose entre l'urbain et le rural est encore forte.

³ En aucune manière la race-famille ne peut revendiquer une supériorité initiale, puisque tout vient d'un seul couple, Adam et Eve, ce que le *Coran* reprend : « Les hommes ne formaient qu'une communauté unique » II, 213, et X, 19.

⁴ *Vicus*, et *vici* au pluriel, est dérivé du grec *oikos*, maison et maisonnée. Le quartier réfère donc à la maison et à la vie des familles avant de référer à la collectivité globale.

comme à Viviers en Ardèche, il avait même ses propres remparts. Ce phénomène a donné lieu à un livre : *Quartier cathédrale : une cité dans la ville* (Esquieu, 1994). Deuxième ville de la Lozère, Marvejols avait quatre « coins » ; à Saint-Gilles, près de Nîmes, on trouve un lieu-dit, au centre, « les 4 coins », et sur la périphérie ouest de Beaucaire, ce sont « les 5 coins ». Issu de la géométrie, le mot « coin » est transposé dans la géographie humaine : un coin est plus petit que son ensemble, et en se rétrécissant, l'angle aigu donne une sorte de refuge : « faire quartier », c'est épargner l'adversaire. Le coin évoque aussi un lieu perdu, comme dans ce texte de la Bible : « Cela ne s'est pas passé dans un coin »⁵, mais en public. Dans le langage courant, il a gardé ce sens du chez soi, le lieu où l'on veut être tranquille. Le roman du Grand Meaulnes contient cette indication : « C'était là un quartier de journaliers, de couturières et de tisserands, qu'on nommait les Petits-Coins » (Alain-Fournier, 1972). Dans l'Ancien Régime, le système parisien municipal est tout à fait clair : les quartiers sont administrés par des dizéniers, des cinquanteniers, des centeniers, et ils émergent directement au conseil municipal (Carmona, 1992). Au temps de Dante, l'administration municipale de Florence était basée sur les *vicinie*, unités de voisinage (Antonetti, 1979).

Dans l'histoire des libertés et des initiatives locales, 1789 est la date d'une catastrophe ; corporations et associations sont interdites pour 100 ans ; régions et langues le sont pour 200 ans ; les quartiers attendent encore. La suppression des groupes intermédiaires se fait au profit du tout individu, l'atome latin – *individuum*, erreur néfaste aux yeux de L. Dumont et de L. Goldman (Dumont, 1966 ; Goldman, 1974). Diderot et Rousseau refusaient pourtant cette conception philosophique, où l'être humain est défini indépendamment de ses relations : métier et association, pays et quartier.

Ce sont les physiocrates qui élaboraient ce système ; ils privilégiaient les grands travaux, routes et canaux. Ils aménageaient le territoire, un ensemble supposé vide où l'on peut tracer des lignes droites, comme le XIX^e siècle saura le faire pour les cités : quartiers et lacis des ruelles supprimés au profit d'un tissu urbain uniforme, avec pénétrantes et boulevards. Pour créer les communes, deux méthodes opposaient les révolutionnaires : le découpage kilométrique, une commune tous les 4 km², comme dans le *carroyage* actuel, ou s'appuyer sur la réalité organique des paroisses. Mirabeau était

de ce dernier avis, il l'emporta, et la France garde encore ses 36 000 paroisses communales (Petitet, 1998). Mais la conception des individus, sans groupe, sur un seul territoire continu, a renforcé le rapport à l'État, et dans le cas du quartier, le rapport à la ville. Arlette Farge décrit les difficultés de la police à intervenir dans les rues de Paris au XIX^e siècle, quand les maisons n'ont pas encore de numéro ; les habitants mettent à mal des archers trop brutaux envers les mendiants et les enfants (Farge, 1977). Aujourd'hui encore, une anomalie se produit : un canton rural présente directement ses demandes au département, qui les examine ; un canton urbain doit les présenter à la ville, qui les transmettra si elle veut, et avec la priorité qu'elle voudra.

L'actualité des quartiers, le découpage

Les villes et les quartiers ne relèvent pas de la même logique, ni du même niveau de réalité. Il est abusif de parler de quartiers dans la ville, comme s'ils étaient seulement des éléments, qui bout à bout, formeraient la ville, et comme si la ville et ses quartiers étaient des réalités homogènes, alors qu'ils ont forme et fonction spécifiques. Le découpage dans la ville ne produit que des « secteurs », pour la commodité de la gestion municipale ou administrative, ou pour le zèle électoral. L'exemple de pays en voie d'urbanisation est clair. Ouagadougou a deux types de quartiers aujourd'hui : ceux qui relèvent d'un modèle traditionnel, les villages, et ceux qui utilisent « le quadrillage selon un plan de parcellarisation », le lotissement (Menozzi, 1997). De même, « en 1984, la ville fut divisée en 30 secteurs géographiques, d'où la dislocation des 66 quartiers, privant ainsi leurs chefferies de leurs assises territoriales traditionnelles (Marie A., 1986) » (Compaoré et Kaboré, 1997).

Pour la poste, Nîmes est coupée en deux codes : 30000 est celui de la partie est, et 30900 la partie ouest ; comme la ville est de forme oblongue, d'est en ouest, cela est assez juste. Mais un autre découpage repose sur la figure géométrique, le centre du cercle et la circonférence. Parfois appelé « l'Écusson », à cause de sa forme emblématique, le quartier ancien a perdu de son importance commerciale et artisanale, au bénéfice des zones installées le long des boulevards périphériques, mais il garde ses prérogatives administratives et culturelles, et il a reçu le privilège architectural, accordé par la loi Malraux de 1962, secteur sauvegardé.

Pour le département, la ville est partagée en six cantons ; cinq d'entre eux ont une pointe au centre, puis s'élargissent vers la périphérie, en formes irrégulières ; le 6^e isole les quartiers de la ZUP,

⁵ *Actes des Apôtres*, ch. 26,26. Le « coin » traduit le grec *gônia*, angle, puis équerre ou pile du pont en forme angulaire. L'imaginaire fondamental est bien maintenu.

enfermés entre deux autres cantons, ils ne touchent ni le centre ni la frontière du domaine communal. Les autres sont composites : à un morceau de vieille ville du Moyen Âge, s'ajoutent un quartier XIX^e siècle, une zone de garrigue au nord, ou des copropriétés et lotissements au-delà des boulevards périphériques au sud.

L'INSEE a découpé le sol en 127 sections, puis en 1 591 îlots, pâté de maisons compris entre quatre rues, et qui ne doivent pas dépasser les 999 habitants, par contrainte technique. Ce découpage facilite le repérage des logements, mais de grands immeubles HLM ou copropriétés, censés ne pas avoir de rues entre eux, constituent des îlots énormes, alors qu'au centre ils peuvent n'avoir que quelques personnes. Les lotissements peuvent être partagés en plusieurs îlots, eux-mêmes rattachés à des sections différentes. Il n'y a aucun rapport entre les quartiers tel qu'ils sont vécus par leurs habitants, et les découpages proposés par les administrations. Une dernière confusion est introduite récemment par la loi sur les « conseils de quartier ». À Nîmes, ils regroupent en fait plusieurs quartiers habituels, et sont en fait des « conseils de canton ».

Grâce aux bâtiments, écoles et religions sont mieux définies. L'église catholique a réduit ses dix-huit paroisses à huit « districts ». L'église réformée en a gardé cinq ; la communauté juive a une synagogue ; la communauté musulmane a deux mosquées, et quatre ou cinq salles de prière. L'éducation nationale a 12 collèges, 46 écoles, et reçoit de temps en temps 85 bureaux de vote dans ces écoles.

Il existe une cinquantaine de comités de quartiers, chacun revendiquant un domaine légitime, qu'ils ont eux-mêmes déterminé. Ils sont aussi nombreux que les écoles primaires. Ce découpage a beaucoup de chances de retrouver les quartiers réels, unités physiques et sociales, mentales et culturelles, lieux assumés par des groupes à taille humaine. Aussi typique est celui des bureaux de vote, 85 pour les 46 écoles où ils se tiennent presque toujours. Ils représentent un groupe plus petit, quartier de voisinage, avec un nombre raisonnable de personnes, que l'on peut contrôler une à une, pour le passage aux urnes, « a voté ».

Le chiffre moyen des quartiers, déterminé par leurs comités, est assez proche de celui préconisé par Chombart de Lauwe, spécialiste des quartiers de Paris naguère, pour la bonne taille d'un quartier : entre 2 500 et 3 000 habitants, c'est le volume d'une bourgade (Chombart de Lauwe, 1952). Ce quartier-là est rationnel, il correspond aux possibilités de la perception et de la mémoire humaines. En lien avec les entretiens dans les familles des

quartiers, les questionnaires recueillis dans 16 écoles primaires, enfants des deux Cours moyens, et dans 4 collèges, adolescents de 3^e, sur le thème de la représentation du quartier et de la ville (Marconot et Parat-Bézard, 2002), font apparaître une autre géographie mentale ; les plus jeunes ne connaissent pas les plans des urbanistes. Une ville n'est pas seulement physique. Elle est mentale, perçue à travers le filtre de la mémoire, où quartiers et bourgades s'inscrivent facilement, car ils ne dépassent pas ses possibilités. Devant citer des noms de magasins, les enfants de Nîmes, 140 000 habitants, ont le même score que ceux des villages voisins, qui ont 3 000 habitants. Les citoyens ne vivent pas en ville, ils vivent sur un ou deux quartiers. Comme des ruraux, ils ont recréé leur village en ville, sous forme de quartier ou de réseau, lieu ou trajet.

Prolongeant la réalité familiale, le quartier ou le hameau offre à l'enfant un environnement naturel, un ensemble de familles sur le même sol, mais peut-on dire qu'il est son « groupe » ? Cela paraît vrai dans le site rural, où les personnes peuvent passer sans rupture de la famille au voisinage, du hameau au village, puis au bourg. Dans le site urbain, les formes de voisinage et de quartier se multiplient et se disloquent. Avec l'automobile et le téléphone, l'isolement physique s'accroît, et se forme un réseau de relations à longue distance. Le voisinage peut se réduire à quelques contraintes : sécurité de l'immeuble et assemblée générale de copropriété ; le quartier n'a plus que deux obligations : l'école et le bureau de vote. Mais faut-il opposer totalement quartier et réseau ? Dans une enquête récente, les cafetiers de la ville emploient parfois le terme « quartier professionnel », celui où l'on a son travail, ses commerçants et son restaurant. Les personnes y « habitent » autant qu'à leur domicile. Le « groupe » est toujours là : entre l'individu et sa commune, entre une famille et les centaines de milliers d'autres familles, il se crée nécessairement des unités intermédiaires, les « groupes ». La ville ne fonctionne pas comme un groupe. Les citoyens sont des usagers, anonymes dans la vie de foule et les encombrements, soumis sans défense à l'opinion publique et aux rumeurs. Alors que chacun peut vérifier un article de presse concernant son quartier, cela n'est plus possible au niveau de la ville. Le journal régional est d'un autre niveau que la presse nationale, mais le « journal de quartier » a encore un autre style, il a le ton de l'oralité, celui des radios locales. La loi du nombre s'impose : 15 personnes peuvent former un groupe, une réunion de travail ; mais à 150, elles deviennent un public, avec président et intervenants.

Trop vaste pour la conscience personnelle, la ville est une réalité construite, par images. Sans l'instruction, les enfants et les adolescents ignorent même son chiffre de population. Dans notre enquête en milieu scolaire, sur un millier d'enfants du primaire et 500 adolescents en fin de collège, un tiers connaissent à peu près le nombre d'habitants à Nîmes, les autres disent ne pas savoir ; au lieu de 140 000 certains lui en ont donné moins 50 000, ou plus de 300 000. Des présidents de comités donnent des chiffres très fluctuants sur le nombre d'habitants de leur quartier. L'un d'eux en donnait 25 000 ; mais îlot par îlot, l'INSEE n'en trouve que 5 600, chiffre déjà assez élevé pour la perception spontanée.

Voisinage et quartier assument la vie quotidienne, pratique ; la ville offre culture et tradition, loisirs du dimanche et jours de fête. Certes elle assure l'eau et le gaz, les autobus ; mais les usagers de ces services n'ont plus de conscience communautaire, c'est la vie machinale, le réflexe supplée l'attention⁶. Le voisinage au contraire sollicite le langage conscient. C'est en parlant que l'on participe à la vie du quartier. Pour utiliser les termes de Jean-Paul Sartre (1960), voisinage et quartier permettent encore « le sujet de groupe », en réciprocité ; la ville offre « le sujet de série », la file d'attente.

En passant de quelques milliers d'habitants, en bourgade, à dix millions en agglomération, le mode de vie change. Pour des amis de Marseille, Nîmes est une ville rurale. Mais les petites rues des quartiers XVII^e peuvent développer une vie assez proche des petites rues populaires à Marseille ou à Paris XIX^e ou XX^e. Le sentiment d'appartenance n'est pas le même, dans le cas de la ville il est nettement d'ordre esthétique, alors que, pour le quartier, il est surtout pratique. Dans toutes les enquêtes de quartier, le sentiment de « satisfaction » est plus fort envers l'ensemble du quartier qu'envers le voisinage proche, où se vivent les petits conflits : l'accès à l'immeuble, le stationnement, le bruit, les enfants⁷.

⁶ Êtres symboliques, les villes développent la guerre des images, Montpellier est la surdouée ; Nîmes est la ville romaine. La distorsion, réel-images, grossit avec les dimensions de la ville. « J'habite à Paris » n'a pas le même sens que « j'habite à Toulouse » ou « à Belfort ». Il faut préciser le site et le type de quartier, le genre d'immeuble et de rue.

⁷ Sur l'image des villes, cf. les travaux de Kévin Lynch (Lynch, 1969). Le fait de l'image est marqué dans la langue même. *Urbanitas* en latin n'est pas un terme d'architecture, mais désigne la politesse absolue, celle de l'*Urbs*, Rome.

Associations et comités de quartier

Le 31 décembre 1982, la France accorde une première reconnaissance aux « comités d'initiatives et de concertation d'arrondissement », mais cette loi PLM, ne concerne que les trois communes : Paris, Lyon, Marseille. En 1998, le Carrefour national des Comités et Associations de Quartier, le CARNACQ, faisait état d'un millier de quartiers affiliés, regroupés ou non en Unions locales. Leurs profils sont assez différents. À Besançon, les quartiers sont organisés autour d'un centre social, avec personnel municipal : paternalisme ou tradition communautaire dans un pays où depuis le Moyen Âge les « fruitières », coopératives agricoles, fabriquent le fromage « comté ». À Amiens, la mairie souhaitait avoir des quartiers, des répondants, pour le bon fonctionnement de la ville. Celle-ci a donc été découpée en 22 portions, de domaine inégal, mais recevant chacune la même subvention annuelle, par tranches de mille francs, renouvelable cinq fois, comme le stipule la charte des quartiers signée par la municipalité en 1994 : « la Ville d'Amiens est composée de quartiers (...). Il ne peut y avoir qu'un seul Comité par quartiers reconnu par l'Union ».

À Nîmes, les premiers comités apparaissent avant-guerre, le long des grands axes routiers : Alès, Arles et Uzès, où se faisaient à la hâte les lotissements de l'époque, pour lesquels intervient la loi Loucheur en 1928, « LOI facilitant l'aménagement des lotissements défectueux ». Ce même mot « embellissement » est passé dans les statuts des comités. Après-guerre, ils naissent au fur et à mesure des conflits urbains ; les quartiers de la garrigue vers 1950 veulent l'eau et l'électricité ; les quartiers de la ZUP, vers 1980, veulent des constructions moins denses et des équipements ; vers 1990, énervés par le bruit de la circulation et un urbanisme brutal, les quartiers anciens se réveillent ; plus récemment enfin, les quartiers sud et leurs lotissements s'éveillent à la revendication, car les périphériques, l'autoroute et les grands magasins, détériorent leur vie quotidienne, et cette zone, pourtant classée inondable, est la plus construite.

Ces quartiers disparates, à vitesse inégale et intérêts divergents, forment pourtant une Union, qui devient peu à peu un contre-pouvoir : les partis politiques réunissent quelques centaines de militants, alors que les comités en totalisent quelques milliers. Contre la mairie, un à un ils ne sont qu'un pot de terre, mais ensemble ils font le poids. Il est vrai qu'ils touchent surtout les propriétaires, cela figurait dans certains statuts avant-guerre, et cela s'accroît au niveau le plus élevé. Un congrès

national des quartiers n'aura que 10 % de locataires, car ceux-ci ont leurs organisations propres : défense du logement et du cadre de vie. Avant de défendre le quartier, il faut songer à son loyer. Il existe aussi une troisième composante, les copropriétés. Pour les deux années, 1997-1998, dans une ville comptant 60 000 logements occupés régulièrement, 7 445 demandes de permis de construire concernent des copropriétés. Leur taille importe aussi. À Nîmes, elle peut atteindre les 500 logements, plus de 1 000 habitants, équivalent d'un village ou d'un gros hameau. Certaines imitent le modèle des villes privatives américaines, avec clôture cernant tout le groupe d'immeubles, interphone général à l'entrée, équipements internes. Leurs présidents syndicaux deviennent des personnages importants. Certains restent à l'écart des comités, d'autres en font partie, comme dans ce quartier conflictuel⁸, où les copropriétés représentent la moitié des habitants.

Ces associations de quartiers sont variables, elles vont du simple bureau ponctuel, à trois noms, créé pour préparer des élections ou assurer une présence, jusqu'à l'association totale, répartie en plusieurs filiales, et qui peut quadriller tout l'espace et le temps du quartier, par activités diverses et échelonnées. Le comité le plus efficace a pu faire échec au projet d'implantation d'un incinérateur sur son site ; il regroupe 470 familles adhérentes sur 780, soit 1 000 électeurs. C'est une machine de guerre ; obligée de négocier avec cet électeur collectif, la mairie a fait déplacer l'incinérateur sur une « région » moins militante.

Les quartiers s'implantent dans l'opinion. Il y a trente ans le journal régional avait une rubrique d'une vingtaine de lignes « Ça bouge dans les quartiers » tous les quinze jours. À présent, « la vie des quartiers » paraît presque tous les jours, et à page entière. Photographiés, questionnés, les présidents et présidentes de comité, celles-ci occupent le tiers de ces places, sont la deuxième série de notables locaux. De fait, la communauté nimoise s'oriente vers une fédération de quartiers. Mais qu'en sera-t-il dans la prochaine agglomération de 14 communes, créée par conciliabules entre les élus et la préfecture, sans vote, sous l'appât de subventions ! La technologie urbaine ne satisfait plus les habitants. Elle avive le conflit latent entre la loi et les coutumes, entre les règlements et les habitudes.

⁸ Ce quartier est menacé par une opération de prestige, « Triangle de la gare » : sur 14 hectares accueillir une gare TGV, dont la ligne passe à 10 km de la ville.

Les familles et les quartiers

Sous l'urbanisation, les quartiers auraient disparu, s'ils ne correspondaient pas à un besoin profond, à une aspiration biologique et culturelle. Dans ce sens, nous présentons dans ce paragraphe deux aspects très liés : la vie des femmes et des mères dans les quartiers, et, en corollaire, celle des enfants et des écoliers. Pour une bonne socialisation, le voisinage, ou le groupe, au sens de Jean-Paul Sartre, est obligatoire. L'enfant apprend à l'école, il apprend aussi dans le quartier, médiateur collectif.

Les femmes et les hommes

Dans toutes nos enquêtes à Nîmes et région proche, comme dans celle faite par Ewbar dans les favellas de Rio (Ewbar, 1996), les personnes rencontrées sont des femmes dans la proportion de deux tiers – un tiers. L'explication spontanée est de dire : elles ont le temps, et elles aiment bavarder. L'explication physiologique est meilleure : déjà sensible au rythme et aux sonorités, et éprouvant les premières « passions » au sens de Descartes (Descartes, 1953), l'enfant repère les premiers rythmes et les sons dans le corps de sa mère. L'apprentissage se poursuit dans ses bras, puis en tenant sa main, pour aller à l'école. Crèches, écoles maternelles et primaires, équipements de quartier, ont habituellement un personnel féminin ; en 1990, les femmes professeurs ou ayant un emploi scientifique sont 47,60 % et en 2000 elles sont 53 % ; elles étaient 63,20 % à être instituteurs et assimilés, elles sont 67 % à présent (INSEE, 2001)⁹. Plus souvent que les maris, elles vont aux Parents d'élèves et au Conseil d'école. À la paroisse, la disparité hommes-femmes s'atténue ; dans les assemblées raréfiées, les hommes sont plus nombreux qu'autrefois, mais le clergé masculin s'amenuisant, ce sont les dames catéchistes, nouveau clergé réel, qui assurent l'enseignement religieux.

Dans les quartiers populaires, les cafés où les hommes se rassemblaient, deviennent rares : ils étaient 600 000 en 1914, puis 250 000 en 1945, 200 000 en 1960, et seulement 50 000 en 1999¹⁰. A Nîmes, ils étaient encore 250 en 1970, mais 119 en

⁹ Le Gard présente une disproportion accentuée : dans le primaire et les collèges, les femmes sont 75 % ; un seul homme médecin scolaire pour 10 femmes, un infirmier sur 60 infirmières, et un assistant social sur 40 (Marconot et Parat-Bézar, 2002).

¹⁰ Cf. le journal régional, *Midi Libre*, 21 février 1999, page 17.

2000¹¹. Une étude récente montre qu'ils sont regroupés sur quelques axes, pour les touristes et les passants. Ce sont des cafés de ville ; trop peu animent les quartiers, alors qu'autrefois ils étaient le siège social des « sociétés ». Leur disparition augmente le désarroi des hommes¹². Un homme avait quitté sa femme et son quartier en même temps : « Si ce n'avait pas été à la ZUP, je serais revenu près de Nadine », et les gendarmes mobiles, qui habitaient là, disaient avoir le cafard en revenant d'Afrique ou de Nouvelle Calédonie¹³.

D'une façon générale, les hommes étaient plus attirés par la vie urbaine, par le fait du métier, ou par le sport. Rentrant de son travail, un homme jeune dit ne rien connaître de son quartier, mais il parle volontiers de ceux où il a vécu son enfance. Ici, il ne vit pas ; c'est ailleurs qu'il a ses repères : le lieu de travail, le stade, la maison d'un copain. Les femmes vivent davantage au quartier, et même quand elles reprennent leur travail après une grossesse, elles ont du quartier une autre carte mentale. C'est leur groupe de conversation.

La rupture avec le lieu, et le passage vers la ville, se font à l'adolescence ; mal supportés en pied d'immeubles, dans les cages d'escalier, les jeunes gens vont plus loin. Au contraire, les personnes âgées ou invalides, les chômeurs et emplois précaires, sont assignés à demeure. La ville de Nîmes avait une moyenne de 29 % de familles n'ayant pas de voiture, mais le score s'élevait à 40 % dans un quartier HLM, et même à 50 % dans les anciens quartiers, peuplés de personnes âgées. Pour vivre la ville, il faut une voiture. Ceux qui en sont privés souhaitent un quartier mieux équipé, et développent un autre genre de vie.

Les enfants et les quartiers

Comment les enfants perçoivent-ils leur quartier ? Comment définissent-ils une rue, un carrefour, une cité, une maison, un mas ? Quelle sorte de magasins et de cafés connaissent-ils ? Quelles sont leurs pratiques culturelles ? Comment parlent-ils de leur maison et de leur quartier ? (Marconot, 1998 et 2002). Si leurs parents sont propriétaires ou locataires, et vivent dans un quartier ancien ou récent, si leurs familles parlent un français monolingue ou mêlé à des langues étrangères, ils ont une autre

image du quartier et de la ville. Le site interfère constamment avec les données économiques, ethniques et culturelles. Le quartier est une médiation, comme le révèle ce fait récent ; dans les quartiers pauvres, l'école est souvent doublée par le soutien scolaire, dans un local en rez-de-chaussée. Le quartier se sent responsable de l'enseignement.

Les écoliers n'ont pas le même usage de la ville. Les uns connaissent les quartiers anciens, boutiques et cafés ; les autres aiment le boulevard périphérique, grands magasins et attractions modernes. Les enfants « sportifs » ont une bonne géographie de la ville, car ils se déplacent à chaque match. En quartiers anciens, les écoliers citent beaucoup de noms de rue ; dans les quartiers récents, ils citent des noms d'immeubles. Les confusions, ou polysémies, s'accroissent : selon leur lieu, les enfants ne savent plus décrire un carrefour, ils hésitent entre croisement et rond point, et avec le grand magasin du même nom. La ZUP est une image abominable pour les enfants des quartiers anciens, mais elle est positive pour ceux qui habitent des quartiers analogues ; pour les enfants de St-Gilles qui la fréquentent pour le grand marché du mercredi, c'est une ville glorieuse, l'autre Nîmes, qu'ils peuvent écrire Azup, comme azur.

Le bâtiment école est le dernier bastion des quartiers ; l'automobile a confisqué la vie de rue, les commerces de proximité ne sont plus, et les paroisses aussi ont beaucoup perdu de leur rôle. Henri Lefebvre (1970) était catégorique. Le quartier est une nostalgie. Il existait grâce à la paroisse, et celle-ci disparue, il disparaît aussi. Cette thèse est excessive, car, plus cachées, les paroisses existent encore. Mais elles subissent la concurrence des multiples loisirs, qu'autrefois, elles étaient seules à proposer. Les associations ont pris le relais, mais il est difficile d'apprécier leur vie réelle. Sur les 400 adhérents d'un comité, 40 sont présents à l'assemblée générale, et le travail repose sur quelques-uns. Pourtant les adhérents passifs, les sympathisants, représentent un quartier profond, qui se réveille lors des conflits.

À l'étroit dans un quartier ancien, ou ailleurs, isolées dans un délaissé urbain, « ouvertes à la vie » mais munies de grilles et d'interdictions, les écoles ont de la peine à jouer leur rôle. Adultes et enfants vivent une vie morcelée ; de l'école au stade, du médecin à l'orthophoniste, les parents sont des chauffeurs de taxi. Chassés des rues par les voitures, les enfants ont une vie familiale envahie par les médias. Partout s'installe aussi une « culture de la peur ». Dans un quartier cossu de la ville, l'enquête a pu montrer que le sentiment d'insécurité augmentait avec la lecture des journaux (Marconot,

¹¹ Cf. l'hebdomadaire local, *La Gazette de Nîmes*, n° 70, 11 août 2000.

¹² Pour pallier ces solitudes, certaines associations sont des débits de boissons clandestins.

¹³ Michèle Huguet a écrit un beau livre sur l'ennui des femmes dans les grands ensembles, il reste à étudier celui des hommes, qui est encore pire (Huguet, 1972).

1997). Pourtant, protégées par la loi, les écoles restent là, référence majeure pour le quartier. Des bribes de société se refont autour d'elles, comme pour les repas d'anniversaire. Les enfants s'invitent les uns les autres, chez eux ou au Mac-Do. Grâce à eux, les parents font connaissance, les enfants socialisent les parents (Marconot et Parat-Bézar, 2002).

La durée des quartiers, leur avenir

La « fin des villes » est une figure de rhétorique. Mais il est vrai qu'elles éclatent en banlieues et agglomérations, et que leurs anciens quartiers implosent. Les remparts n'avaient pu empêcher la création des hors-bourgs¹⁴ et des banlieues. Sur la longue durée, les nouveaux quartiers supplantent les anciens, ou réduisent leur pouvoir. L'État doit aider les villes, avec les secteurs sauvegardés et les zones franches urbaines. Le sol est le dernier argument du pouvoir municipal ; depuis 1983 c'est ce dernier qui donne les permis de démolir et les permis de construire.

Démunis et désemparés, les quartiers résistent mieux ; ils sont la partie durable des villes, car avec leurs groupes sociaux, familles élargies et clans, ils adhèrent au sol. La commune reste un assemblage de tissus divers ; le quartier est une sorte d'entité organique, plus proche des êtres humains. Mais pour eux, peut-on parler de développement durable ? Ce terme connaît une inflation suspecte ; une étudiante en thèse a pu écrire : « le développement durable est le nom actuel de l'écologie », comme si un concept à lui seul résumait toute la discipline. Cette expression a le tort d'être composite : sur une image d'avenir, le développement, elle greffe une image de passé, le durable. À l'évolution permanente des choses, elle impose un arrêt, comme la loi qui en créant des « secteurs sauvegardés » les assigne au musée, et déséquilibre l'ensemble urbain, comme le notait l'ancien maire de Rome (Argan, 1995).

En latin, la même famille de mots désigne dureté et durée, persévérance et résistance. Avant de spéculer sur le durable, il faut voir le coût des immeubles. Pour arrêter la construction de quelques « logements d'exception », près du Jardin de la Fontaine, il fallait compter un million et demi de francs par unité, mais pour démolir ceux d'une barre HLM, il en fallait dix fois moins. Construits à moindres frais, au bout de 20 ou 30 ans, les logements sociaux et les écoles tombent en ruines, le

vandalisme des jeunes n'y est pour rien. Pour durer, les immeubles doivent être solides, ne pas être construits sur site inondable, être entretenus régulièrement. Les quartiers ont besoin aussi d'un statut légal. Citoyens électeurs et éligibles pour la ville, les habitants doivent l'être aussi pour leur lieu : avoir un budget pour entretenir école et voirie, pour créer des salles et animer le quartier.

Trop vastes, les communes urbaines sont devenues des féodalités : quelques élus et leurs personnels gérant une population de contribuables anonymes. Dans un village, un conseiller représente quelques personnes, mais plus d'un ou deux milliers dans une ville moyenne. Les budgets communaux des villes et agglomérations sont peu accessibles et peu lisibles. Pour les citoyens, reprendre la gestion des quartiers serait le premier pas vers la citoyenneté réelle.

Conclusion : le quartier, le corps et le langage

Le « corps » trop négligé proteste ; c'est la fatigue, le soir, qui nous fait hésiter à reprendre la voiture et affronter les embouteillages, pour une réunion lointaine. Nous avons besoin d'être casanier : vivre les plaisirs d'une vie sociale plus simple, marcher dans sa rue, avoir un voisinage, même diffus, un groupe lié au sol.

Les moyens de communications ne garantissent pas la rencontre ; du téléphone au répondeur, puis à Internet, ils se multiplient, mais en augmentant la pratique du « corps absent », différé perpétuel. Plus pauvres en moyens techniques, les quartiers pratiquent la communication réelle, gestes et paroles, en « corps présent ». Entre ville et quartier, le premier partage a été l'écriture. Depuis la première charte des libertés, les communes accumulent les papiers : dossiers et archives des institutions, arrêtés municipaux et procès verbaux. Le quartier est resté oral. De la famille au voisinage, de proche en proche, au delà de toutes les conversations professionnelles ou savantes, un même bain linguistique est donné à la personne, langage commun et fondamental, le langage quotidien, qui est aussi celui du citoyen. Un chercheur peut étudier une ville sur dossiers, il n'est pas possible d'étudier un quartier sans avoir parlé avec les gens.

Références

- Fournier, A., 1972. *Le Grand Meaulnes*. Hachette, Paris.
 Antonetti, P., 1979. *La vie quotidienne à Florence au temps de Dante*. Hachette, Paris.

¹⁴ *Forbourg* figure dans un texte de 1478, « la ville et forbourg de Rennes », reproduit par J.-P. Leguay (1984), p. 79.

- Argan, G.C., 1995. L'histoire de l'art et de la ville. Les éditions de la passion, Paris.
- Bairoch, P., 1985. De Jéricho à Mexico. Gallimard, Paris.
- Balandier, G., 1967. Anthropologie politique. PUF, Paris.
- Buffière, F., 1985. Ce tant rude Gévaudan, 2 tomes. SPH Fratelli SPAOH, Rome.
- Carcopino, J., 1939. La vie quotidienne à Rome à l'apogée de l'empire. Hachette, Paris.
- Carmona, M., 1992. L'administration municipale et les quartiers sous l'Ancien Régime. Cahiers de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France 38, 115-118.
- Chombart de Lauwe, P.-H., 1952. Paris et l'agglomération parisienne. PUF, Paris.
- Compaoré, G., Kaboré, I., 1997. Gestion urbaine et environnement, l'exemple de Ouagadougou (Burkina Faso). In: Société d'écologie humaine (Ed.), Villes du sud et environnement. Bergier, Paris.
- Descartes, R., 1953. Les passions de l'âme. Œuvres complètes. Gallimard, Paris.
- Dourlens, C., Vidal-Naquet, P.A., 1992. La ville au risque de l'eau. L'Harmattan, Paris.
- Dumont, L., 1966. Homo Hiérarchicus. Gallimard, Paris.
- Esquieu, Y., 1994. Quartier cathédral : une cité dans la ville. Desclée De Brouwer - Rempart, Paris.
- Etienne, R., 1966. La vie quotidienne à Pompéi. Hachette, Paris.
- Ewbarde, M., Ewbarde, T., Ewbarde, O., 1996. Besoins de santé et lutte contre la précarité, dans le cadre d'une mégaville : Rio de Janeiro. Prévenir 31 (1), 140.
- Farge, A., 1977. Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle. Gallimard, Paris.
- Gauthier, E., 1999. Citadins ou ruraux ? Les Hmongs maraîchers de la ZUP de Nîmes. In: Marconot, J.M. (Ed.), Aspects du pays nîmois, 73-107 (dir).
- Goldmann, L., 1974. La philosophie des lumières. Structures mentales et création culturelle. Anthropos, Paris.
- Huguet, M., 1972. Les femmes dans les grands ensembles. CNRS, Paris.
- INSEE, 2001. Femmes et hommes - regards sur la parité.
- Lefebvre, H., 1970. Du rural à l'urbain. Anthropos, Paris, 207-246.
- Leguay, J.-P., 1984. La Rue au Moyen Âge. Ouest-France.
- Lynch, K., 1969. L'image de la cité. Dunod, Paris.
- Marconot, J.-M., 1997. Habiter en garrigue, une tradition nîmoise. Les Presses du Languedoc, Montpellier.
- Marconot, J.-M., 1998. Les enfants de St-Gilles. Riresc, Nîmes.
- Marconot, J.-M., 2000. Le maset nîmois. Cabanes Cabanons et Campements, Société d'écologie humaine. Bergier, Paris, 169-284.
- Marconot, J.-M., Parat-Bézar, P., 2002. De l'École au Quartier. Riresc, Nîmes.
- Menozi, M.-J., 1997. Ouagadougou côté jardin. In : Villes du sud et environnement, Société d'écologie humaine, Bergier, Paris, 20-38.
- Pinçon, M., 1986. Autoproduction - sociabilité et identité dans une petite ville ouvrière. Revue Française de Sociologie, oct.-déc., pp. 629-652.
- Petitot, S., 1998. Histoire des institutions urbaines. Que Sais-Je ? PUF, Paris.
- Sartre, J.-P., 1960. Critique de la raison dialectique. Gallimard, Paris.

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®